

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
6 janvier 2017
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 23^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 8 novembre 2016, à 10 heures

Président : M. Drobnyak (Croatie)
puis : M. Poels (Vice-Président) (Belgique)

Sommaire

Organisation des travaux

Point 52 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble des missions politiques spéciales
(*suite*)

Point 49 de l'ordre du jour : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour
les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite*)

Point 50 de l'ordre du jour : Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les
pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des
autres Arabes des territoires occupés (*suite*)

Point 58 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*territoires non traités au titre
d'autres points de l'ordre du jour*) (*suite*)

Point 121 de l'ordre du jour : Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale
(*suite*)

Clôture des travaux de la Commission

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-19501X (F)

Merci de recycler 

La séance est ouverte à 10 h 10.

Organisation des travaux

1. **Le Président** dit qu'il dérogera à la règle des 24 heures conformément à l'article 120 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et il présume que la Commission souhaite reporter au mardi 8 novembre la date limite de présentation des projets de proposition restants sur la décolonisation.

2. *Il en est ainsi décidé.*

Point 52 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble des missions politiques spéciales (suite) (A/C.4/71/L.6)

Projet de résolution A/C.4/71/L.6 : Étude d'ensemble des missions politiques spéciales

3. **M. Sandoval Mendiola** (Mexique), présentant le projet de résolution A/C.4/71/L.6 également au nom du cofacilitateur, la Finlande, dit que le texte s'avère plus clair et pertinent pour les missions politiques spéciales et qu'il insiste sur les mesures de prévention, de médiation et de consolidation de la paix. Il met désormais davantage l'accent sur l'édification d'une paix durable et la prévention des conflits grâce au développement, aux mesures de lutte contre la pauvreté et les inégalités, ainsi que l'accès à la justice et les institutions. Le projet de résolution constitue un premier pas vers l'application intégrale de la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et de la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité, et il permettra à l'Organisation de mettre en œuvre des solutions couvrant les domaines de la politique, de la sécurité, du développement, des droits de l'homme et de l'action humanitaire.

4. Des modifications ont été apportées au texte adopté l'année précédente pour renforcer les parties consacrées à la participation des femmes et à l'intégration d'une approche différenciée selon le sexe dans les missions politiques spéciales; à la nécessité d'avoir une vision à long terme propice à la pérennisation de la paix lors de la création, de l'examen ou de la réduction des opérations de maintien de la paix et des mandats des missions politiques spéciales; et à la question du financement adéquat pour ces missions.

5. **Le Président** déclare que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme et que les pays suivants se sont joints aux auteurs du texte :

Angola, Autriche, Danemark, Irlande, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Palaos, Portugal et Thaïlande.

6. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.6 est adopté.*

Point 49 de l'ordre du jour : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (suite) (A/C.4/71/L.7, A/C.4/71/L.8, A/C.4/71/L.9 et A/C.4/71/L.10)

Point 50 de l'ordre du jour : Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (suite) (A/C.4/71/L.11, A/C.4/71/L.12, A/C.4/71/L.13, A/C.4/71/L.14 et A/C.4/71/L.15)

7. **M. Djani** (Indonésie), présentant les quatre projets de résolution déposés au titre du point 49 de l'ordre du jour (A/C.4/71/L.7, A/C.4/71/L.8, A/C.4/71/L.9 et A/C.4/71/L.10) et en examinant les dispositions, dit qu'elles respectent les positions et les principes fondamentaux relatifs aux droits des réfugiés de Palestine et la volonté de la communauté internationale d'atténuer leurs souffrances jusqu'à l'adoption d'une solution juste, ainsi que son ferme appui à l'action humanitaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui contribue de manière décisive à la stabilité de la région et aux efforts consentis en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il espère que les projets de résolution bénéficieront à nouveau de l'appui massif des États Membres.

8. **M^{me} Rodríguez Abascal** (Cuba), présentant les cinq projets de résolution déposés au titre du point 50 de l'ordre du jour (A/C.4/71/L.11, A/C.4/71/L.12, A/C.4/71/L.13, A/C.4/71/L.14 et A/C.4/71/L.15), dit que les violations incessantes des droits de l'homme et du droit international commises par Israël dans le Territoire palestinien occupé et dans le Golan syrien occupé ont entraîné une aggravation de la crise des droits de l'homme. En violation des obligations juridiques qui incombent à une puissance occupante en vertu du droit international, Israël poursuit sa politique systématique d'agression, de provocation et de sanction collective, infligeant de grandes souffrances à la population palestinienne et déstabilisant encore davantage la situation dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est. Sa campagne de colonisation illégale, qui comprend la confiscation de

terres et l'appropriation de ressources naturelles, fragmente le territoire palestinien et compromet gravement la possibilité de parvenir à une solution prévoyant deux États. M^{me} Rodríguez Abascal exprime l'espoir que les États Membres prendront à nouveau fermement position en faveur de ces projets de résolution d'une importance capitale et qu'ils s'efforceront de défendre les principes du droit international, de veiller à la réalisation des droits du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance, et de parvenir à un règlement juste, durable et pacifique du conflit.

9. **M^{me} Meitzad** (Israël), expliquant son vote avant le vote, déclare que les projets de résolution déposés au titre des points 49 et 50 de l'ordre du jour constituent un nouveau pas en arrière pour le peuple palestinien, le peuple israélien et la cause de la paix. Les projets de résolution n'amélioreront la vie de personne, ni d'un côté ni de l'autre, et ne favoriseront en aucun cas la reprise d'un dialogue constructif, direct et bilatéral. Comme les années précédentes, il s'agit de résolutions partisans ignorant les nombreux facteurs qui sous-tendent la réalité complexe sur le terrain. Demeurant imperturbables en dépit des faits, leurs auteurs ont repris des documents de manière sélective afin de présenter une image déformée, exonérant l'Autorité palestinienne de sa responsabilité vis-à-vis de la situation actuelle et faisant totalement abstraction des faits positifs constatés récemment. Les principaux bénéficiaires de ces avancées sont l'Autorité et le peuple palestiniens mais, pour diverses raisons, ces avancées n'ont pas été mentionnées dans les résolutions qui visent prétendument à les aider.

10. Le projet de résolution sur le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes (A/C.4/71/L.11) montre que l'ONU continue de gaspiller ses précieuses ressources en les consacrant à une entité qui s'évertue à créer des obstacles plutôt qu'à favoriser la compréhension. Bien que le mont du Temple, connu sous le nom de Har Habayit en hébreu, soit le lieu saint le plus important du judaïsme et un lieu sacré pour les trois religions abrahamiques, les deux résolutions mentionnant le site ne font aucune référence à son lien avec la chrétienté ou le judaïsme. Cet oubli délibéré témoigne du refus persistant des Palestiniens et de ceux qui les soutiennent de reconnaître le lien historique qui unit le peuple juif à ce lieu saint et à la ville de Jérusalem. Ce refus inflexible de reconnaître les droits d'autrui illustre

l'intolérance des Palestiniens à l'égard des autres religions et de leur héritage. Néanmoins, la vérité historique finira par l'emporter sur tout vote politique.

11. Des explications techniques concernant un langage convenu ne peuvent excuser un vote en faveur d'une résolution qui déforme sciemment l'histoire et ne tient pas compte du patrimoine et des croyances chrétiennes et juives. L'affirmation insistante selon laquelle aucune autre religion que l'Islam n'a de lien avec un site aussi riche historiquement pour les peuples de nombreuses confessions s'apparente à une forme d'exclusion qui s'inscrit dans la droite ligne des provocations persistantes des dirigeants palestiniens à propos du mont du Temple. L'État d'Israël reconnaît lui les droits de tous les croyants de toutes confessions et s'emploie à préserver le statu quo.

12. Les États Membres n'ont cessé de céder alors que les Palestiniens poursuivent l'approche sélective et unilatérale qui caractérise leur mode de fonctionnement. Mais le moment est venu pour les États Membres d'exiger que les Palestiniens cessent de nier l'histoire et les droits d'autrui, pour le salut même de ce peuple et au nom de la vérité, de la tolérance et de la coexistence. À de nombreuses occasions, tant dans le pays qu'à l'étranger, Israël a publiquement réaffirmé son appui à la solution des deux États. Il est temps pour les Palestiniens de manifester clairement leur intention de revenir à la table des négociations sans conditions préalables. Ils doivent décider s'ils souhaitent changer la réalité sur le terrain en œuvrant en faveur de la paix à Jérusalem et à Ramallah, ou continuer de consacrer des ressources et de l'énergie à prononcer des déclarations creuses à New York.

13. La délégation israélienne votera contre les projets de résolution, qui ne sont rien d'autre qu'un exercice politique cynique mené au détriment des efforts déployés pour faire face aux véritables problèmes auxquels sont confrontés les Israéliens et les Palestiniens sur la voie commune dans laquelle ils sont engagés afin d'améliorer la réalité des deux peuples. Un vote contre les projets de résolution constitue un vote en faveur de la tolérance, du respect mutuel et de l'instauration de négociations bilatérales directes pour mettre définitivement un terme au conflit.

14. **Le Président** dit que les projets de résolution déposés au titre des points 49 et 50 de l'ordre du jour n'ont pas d'incidences sur le budget-programme.

Projet de résolution A/C.4/71/L.7 : Aide aux réfugiés de Palestine

15. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont joints aux auteurs du projet de résolution : Allemagne, Autriche, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque et Ukraine.

16. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Samoa,

Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Israël

S'abstiennent :

Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de), Palaos, Paraguay

17. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.7 est adopté par 159 voix contre 1, avec 8 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.8 : Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures

18. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Bangladesh, l'Indonésie et les Maldives se sont portés coauteurs du projet de résolution.

19. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique,

Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Canada, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Palaos

S'abstiennent :

Cameroun, Côte d'Ivoire, Honduras, Paraguay, Togo, Vanuatu

20. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.8 est adopté par 156 voix contre 6, avec 6 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.9 : Opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

21. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Bangladesh, l'Indonésie, les Maldives et la Suisse se sont portés coauteurs du projet de résolution.

22. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador,

Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Canada, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Palaos

S'abstiennent :

Cameroun, Côte d'Ivoire, Paraguay, Vanuatu

23. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.9 est adopté par 158 voix contre 6, avec 4 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.10 : Biens appartenant à des réfugiés de Palestine et produit de ces biens

24. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont joints aux auteurs du projet de résolution : Allemagne, Autriche, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni

de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie et Ukraine.

25. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Canada, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Palaos

S'abstiennent :

Cameroun, Côte d'Ivoire, Honduras, Paraguay, Togo, Vanuatu

26. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.10 est adopté par 156 voix contre 6, avec 6 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.11 : Travaux du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

27. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Bangladesh et les Maldives se sont portés coauteurs du projet de résolution.

28. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Gambie, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Palaos

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Cameroun, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie,

Danemark, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Ukraine, Uruguay

29. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.11 est adopté par 86 voix contre 7, avec 71 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.12 : Applicabilité de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection des civils en temps de guerre, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et les autres territoires arabes occupés

30. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Bangladesh, l'Indonésie et les Maldives se sont portés coauteurs du projet de résolution.

31. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice,

Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Canada, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Palaos

S'abstiennent :

Australie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Paraguay, Rwanda, Togo

32. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.12 est adopté par 155 voix contre 6, avec 6 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.13 : Les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et le Golan syrien occupé

33. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont joints aux auteurs du projet de résolution : Allemagne, Autriche, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Tchèque.

34. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Bahamas, Bahreïn,

Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Canada, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Palaos

S'abstiennent :

Australie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Honduras, Paraguay, Rwanda, Togo

35. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.13 est adopté par 153 voix contre 6, avec 7 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.14 : Pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est

36. **M^{me} Giles** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Bangladesh et les Maldives se sont portés coauteurs du projet de résolution.

37. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela

(République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall, Israël, Micronésie (États fédérés de), Palaos

S'abstiennent :

Cameroun, Côte d'Ivoire, Honduras, Paraguay, Rwanda, Togo

38. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.14 est adopté par 151 voix contre 7 avec 6 abstentions.*

Projet de résolution A/C.4/71/L.15 : Le Golan syrien occupé

39. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de

Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :
Israël.

S'abstiennent :

Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Honduras, Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de), Palaos, Paraguay, Rwanda, Togo, Tonga et Vanuatu

40. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.15 est adopté par 153 voix contre 1, avec 13 abstentions.*

41. **M. Komada** (Slovaquie), prenant la parole au nom de l'Union européenne, dit que même si les États membres de l'Union européenne ont suivi des consignes de vote sur les projets de résolution venant d'être adoptés, l'Union européenne dans son ensemble n'a pas adopté une définition juridique de l'expression « déplacement forcé », employée dans certains des projets de résolution. En outre, l'utilisation du terme « Palestine » ne saurait être interprétée comme la reconnaissance d'un État de Palestine, et ne préjuge pas des positions respectives des États membres sur le sujet ni, par conséquent, de la question de la validité de l'adhésion de la Palestine aux instruments internationaux mentionnés dans les projets de résolution.

42. Certains des projets de résolution qui viennent d'être adoptés font également état de la persistance de tensions dans les Lieux saints de Jérusalem. L'Union européenne est préoccupée par l'inquiétante évolution de la situation au Haram el-Charif/mont du Temple et par les violents affrontements qui s'y produisent régulièrement. Reconnaissant pleinement le rôle spécial de la Jordanie en tant que gardien des Lieux saints musulmans à Jérusalem, l'Union européenne demande à ce que les accords conclus sur le statu quo des Lieux saints à Jérusalem soient respectés de façon à tenir compte de leur importance historique pour les trois religions monothéistes. La terminologie utilisée dans les projets de résolution n'implique nullement un

changement de position de l'Union européenne à l'égard du Haram el-Charif/mont du Temple.

43. **M. Zalyalov** (Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie vote traditionnellement en faveur du projet de résolution sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Toutefois, son vote sur le projet de résolution A/C.4/71/L.14 sur ce sujet ne signifie pas que la Fédération de Russie s'éloigne de sa position fondamentale, à savoir qu'il n'est pas judicieux de mettre artificiellement en avant certains groupes de personnes, tels que les défenseurs des droits de l'homme, et de donner la priorité à leurs problèmes au détriment du reste de la population. L'alinéa du préambule sur les défenseurs des droits de l'homme ne s'applique que dans le cadre de ce projet de résolution et ne concerne que le Territoire palestinien occupé.

44. **M. Mounzer** (République arabe syrienne) estime que le très large appui apporté aux projets de résolution venant d'être adoptés au titre des points 49 et 50 de l'ordre du jour fait comprendre sans équivoque à Israël qu'il doit mettre fin à l'occupation de tous les territoires arabes occupés et cesser immédiatement de violer les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Comme le montre le vote sur le projet de résolution relatif au Golan syrien occupé (A/C.4/71/L.15), la tentative d'annexion du Golan syrien par Israël est nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international, conformément à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité. Les violations du droit international commises par Israël n'ont fait que s'aggraver avec l'adoption de la loi absurde sur les hauteurs du Golan, laquelle décrète l'annexion de la région, une dangereuse provocation, et avec le soutien affiché ouvertement en faveur du terrorisme takfiriste du Front el-Nosra, celui-ci ayant kidnappé des soldats de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour être par la suite expulsé par ces derniers.

45. Israël est le seul État à avoir voté contre le projet de résolution sur le Golan syrien occupé et a voté contre l'ensemble des projets de résolution déposés au titre des points 49 et 50 de l'ordre du jour, faisant ainsi la démonstration criante de son mépris pour le consensus international, les Nations Unies et le droit international. La délégation syrienne appelle les quelques délégations qui se sont abstenues de se prononcer sur le projet de résolution sur le Golan

syrien occupé à se joindre au consensus international et à voter en faveur du projet lorsque l'Assemblée générale en sera saisie. Toute hésitation à condamner l'occupation et l'annexion par la force enverrait un dangereux signal d'encouragement aux États criminels, en leur laissant penser que la loi de la jungle a remplacé le droit et que seul Israël peut enfreindre la loi.

46. **M^{me} Abdelhady-Nasser** (Observatrice de l'État de Palestine) dit que l'adoption par la Commission des projets de résolution déposés au titre des points 49 et 50 de l'ordre du jour réaffirme de manière retentissante les droits du peuple palestinien, y compris des réfugiés de Palestine; l'impératif du respect du droit humanitaire et du droit international des droits de l'homme; ainsi que les principes juridiques fondamentaux concernant les questions essentielles et la recherche d'une solution juste, globale, durable et pacifique, qui reste malheureusement difficile à atteindre au vu de l'intransigeance d'Israël et des violations persistantes commises par ce pays. Les quelque 50 années d'occupation militaire par Israël ont entraîné la détérioration de la situation des droits de l'homme et l'aggravation de l'instabilité sur les plans humanitaire et politique et sur celui de la sécurité. Les mesures que vient de prendre la Commission soulignent le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut et doit jouer, s'agissant de sauvegarder les droits de l'homme et de faire respecter le droit international.

47. La délégation de l'État de Palestine se félicite de la reconnaissance du rôle indispensable que joue l'UNRWA et de la contribution de ses programmes au bien-être, au développement et à la protection des réfugiés de Palestine, ainsi que de sa contribution à la stabilité régionale dans le contexte de la poursuite des conflits et du chaos. La délégation est reconnaissante de l'aide généreuse des pays donateurs et salue les efforts déployés pour faire face au manque de financement récurrent qui vulnérabilise l'UNRWA.

48. Le renouvellement du mandat du Comité spécial chargé d'étudier les pratiques israéliennes constitue une mesure positive et la délégation de l'État de Palestine se félicite des efforts que déploie ce comité afin de sensibiliser la communauté internationale aux violations systématiques des droits de l'homme perpétrées par Israël en tant que puissance occupante. La délégation de l'État de Palestine accueille favorablement la réaffirmation du consensus international quant à l'applicabilité de la quatrième

Convention de Genève au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et à l'illicéité de la campagne israélienne d'implantation de colonies et des autres actes graves qui sapent les minces possibilités qui subsistent d'instaurer la paix sur la base de la solution des deux États.

Point 58 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*territoires non traités au titre d'autres points de l'ordre du jour*) (*suite*)
(A/C.4/71/L.17)

Projet de résolution A/C.4/71/L.17 : Question de Gibraltar

49. **Le Président** annonce que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

50. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.17 est adopté.*

Point 121 de l'ordre du jour : Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (*suite*)
(A/C.4/71/L.16)

Projet de décision A/C.4/71/L.16 : Projet de programme de travail et de calendrier de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) pour la soixante douzième-session de l'Assemblée générale

51. *Le projet de résolution A/C.4/71/L.16 est adopté.*

Clôture des travaux de la Commission

52. *M. Poels (Belgique), Vice-Président, prend la présidence.*

53. **Le Président** déclare que la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) a achevé ses travaux pour la partie principale de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à midi.